

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-kenyanes et sur la lutte contre le terrorisme et la finance illégale, à Paris le 4 avril 2016.

Mesdames et Messieurs,

J'ai reçu aujourd'hui en visite officielle le Président Uhuru KENYATTA, Président du Kenya. Ce n'était d'ailleurs pas sa première venue en France car il était là lors de la Conférence sur le climat, mais c'est sa première visite officielle ici à Paris.

Je l'accueille d'autant plus volontiers que nos deux pays ont des relations fortes dans plusieurs domaines. Le domaine économique, puisqu'il y a un niveau d'échanges que nous ne trouvons pas encore suffisant, mais qui est en forte croissance depuis plusieurs mois et même plusieurs années, avec des entreprises françaises qui investissent au Kenya.

Nous avons également un partenariat sur le plan éducatif avec la formation professionnelle que nous voulons favoriser de manière à ce que nos entreprises puissent, lorsqu'elles s'installent au Kenya, disposer d'une main-d'œuvre qualifiée et nous-mêmes accueillir des étudiants kenyans ici en France.

Nous avons également une relation politique qui est à la fois ancienne, mais qui est marquée ces dernières années par la lutte commune contre le terrorisme. Je n'oublie pas qu'en 2013 et en 2015, des attaques extrêmement cruelles, horribles même, ont affecté le Kenya, d'abord dans un centre commercial - chacun a les images à l'esprit - et ensuite dans un campus universitaire. La France a elle aussi été victime de terrorisme et je ne reviens pas sur ce qui s'est produit en 2015. Nous devons donc coopérer car même si nous pouvons penser que ce ne sont pas les mêmes groupes qui ont commis ces actes, c'est la même aspiration et c'est la même volonté de porter atteinte à ce que nous représentons en tant que mode de vie. Nous devons donc agir ensemble. C'est ce que nous faisons aussi en Somalie puisque l'Europe participe à l'action qui a été décidée par la communauté internationale et le Président KENYATTA l'a rappelé, l'Europe doit rester présente en Somalie et la France y veillera.

Il y a les échanges de renseignements, d'informations que nous devons partager. Il y a la lutte contre les filières et puis également des expériences que nous pouvons également échanger en matière de lutte contre la radicalisation ou pour la déradicalisation d'un certain nombre de jeunes. Nous avons aussi une responsabilité commune, le Kenya et la France, qui est d'agir pour éviter qu'un certain nombre de conflits ne perdurent. C'est notamment ce que nous faisons en Somalie, mais aussi ce que nous devons faire dans d'autres pays voisins du Kenya, je pense au Soudan du Sud, je pense surtout au Burundi où la France a fait adopter au Conseil de sécurité une résolution et nous souhaitons qu'elle puisse être mise en œuvre. Cette résolution prévoit que des policiers de l'ONU puissent être rapidement mis à la disposition pour éviter qu'il puisse y avoir des conflits et que nous puissions constater une fois encore que des affrontements qui pourraient être extrêmement dangereux puissent se faire dans les prochaines semaines.

Nous avons aussi la volonté, je l'ai évoquée dès le début de cette déclaration à la presse, de mettre en œuvre les résolutions, les conclusions de l'Accord sur le climat. D'ailleurs, dans beaucoup des décisions que nous avons prises aujourd'hui à l'occasion de la visite du Président KENYATTA, dans beaucoup d'accords qui ont été signés encore tout à l'heure en ma présence et en la

présence du Président kenyan, tout à l'heure avec le MEDEF aussi, beaucoup portent sur les énergies renouvelables, sur les efforts que nous devons faire en matière d'infrastructures, en matière de barrages hydrauliques. Nous avons donc défini une stratégie commune par rapport à la mise en œuvre de la Conférence sur le climat et le Kenya accueillera d'ailleurs bientôt une conférence importante par rapport à cet enjeu.

Je veux terminer sur la politique africaine de la France parce que cette politique est cohérente depuis maintenant près de quatre ans, elle vise à avoir des rapports et des relations avec tous les pays d'Afrique. Au-delà même de l'histoire, au-delà même des langues, il n'y a pas pour nous une Afrique qui serait regardée comme francophone et une autre qui nous serait étrangère. Nous avons cette confiance dans l'Afrique comme continent d'avenir et nous voulons, bien sûr avec les pays qui nous sont historiquement liés, mais avec tous les pays africains - je pense donc au Kenya - qui connaissent des développements importants avec une volonté d'accès aux technologies - en l'occurrence le Kenya est un modèle en matière de numérique - nous voulons travailler avec l'ensemble du continent africain.

Nous le faisons aussi avec des principes. Notre Agence Française de Développement s'est considérablement engagée - et la réforme qui est en cours en sera l'illustration - pour apporter les financements qui sont nécessaires pour que l'Afrique puisse pleinement accéder aux technologies. Nous le faisons aussi avec des principes liés à la Conférence sur le climat et nous le faisons enfin avec des principes politiques, pour que le pluralisme, la démocratie, la lutte contre la corruption puissent se faire avec les mêmes volontés que celles qui nous animent ici, en Europe et particulièrement en France, puisque nous en sommes responsables.

La lutte contre la corruption, la lutte contre la finance illégale, la lutte contre des phénomènes de blanchiment d'argent, c'est ce que fait la France depuis quatre ans. Elle ne le fait pas seule, heureusement, des pays nous accompagnent, mais cela donne des résultats. Cela donne des résultats pour lutter contre la fraude fiscale, cela donne des résultats pour lutter contre ce qu'on appelle l'optimisation fiscale et surtout, cela donne des résultats en matière de transparence. Nous le voyons encore aujourd'hui avec les révélations qui sont faites. La loi que prépare le ministre des Finances Michel SAPIN, donnera encore d'autres instruments pour agir pour la transparence, pour la lutte contre le blanchiment et également pour protéger les lanceurs d'alerte. Sans ces lanceurs d'alerte, il n'y aurait pas forcément les informations que nous connaissons aujourd'hui et donc la France veut être exemplaire. Pas simplement pour être comme les autres, parce que nous devons mener ce combat ensemble, mais pour être encore mieux que les autres. Pour que nous soyons classés parmi les premiers en matière de lutte contre la corruption. Pour ce qui concerne les révélations qui peuvent être faites et qui peuvent mettre en cause des personnalités françaises, sachez bien que les contrôles se feront, les actions seront engagées et la justice sera saisie.

Je veux une fois encore remercier le Président KENYATTA pour sa présence. Nous savons ce que représente le Kenya pour l'Afrique. Le Kenya a été l'un des premiers pays à s'émanciper et à montrer l'exemple à d'autres. Merci.